LE FESMA OU LA MARMITE OFFICIELLEMENT LANCÉ

Plus d'une centaine d'exposants et près de 100.000 visiteurs attendus

#6

Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°642 du Mercredi 20 avril 2022 - 16ème année - Prix: 250 FCFA

PLEINS PIEDS DANS LA SAISON PLUVIEUSE

Impacts sur l'entretien et la gestion des caniveaux

Un travail de Sisyphe pour cause de l'incivisme grandissant

#3

SOCIÉTÉ

NUISANCES SONORES

Trois lieux de culte suspendus

#6

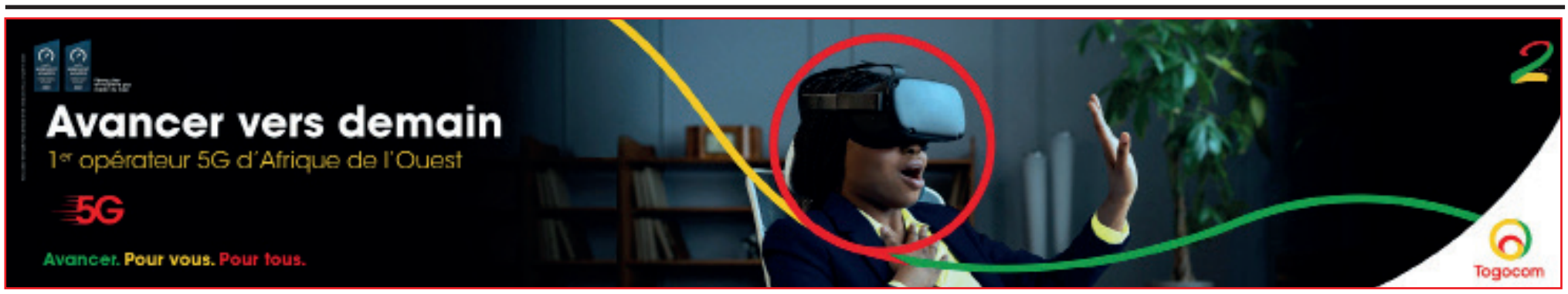
GOLFE 5

AFFAIRE DE CAISSES VIDES :

La réponse et les reproches insidieux du SG de la préfecture du Golfe à Kossi Aboka

Un audit indispensable pour situer les responsabilités

#6



LE CARNET

Le Pradeb colle à la peau du développement à la base

Le développement à la base est la base du développement durable. Heureusement, c'est ce qui se fait le mieux au Togo, prenant appui sur les interminables interventions décisives en la matière. L'une d'elles est le Programme d'appui au développement à la base (Pradeb) dont le nom dit assez sur l'objectif poursuivi.

C'est en 2013 que l'Etat a mis en marche le Pradeb doté d'une enveloppe de 07 milliards de francs CFA. La dépense faite explique mieux la chose dont il s'agit : réduire la pauvreté à travers l'appui au développement à la base et la promotion de l'emploi des jeunes.

2,2 milliards pour la troisième composante

« Appui à la promotion de l'emploi des jeunes » renforce les capacités des entrepreneurs par la formation en élaboration des plans d'affaires, en comptabilité de base, en gestion d'entreprises, en gestion du crédit et en technique professionnelle. Elle facilite l'accès aux services financiers grâce à la mise en place d'une ligne de crédit auprès des institutions de microfinance.

Les bénéficiaires sont suivis de la phase d'émergence de l'idée de projet jusqu'à la consolidation en passant par la création de l'entreprise. Au départ, l'objectif était de former 3 750 jeunes en entrepreneuriat, créer ou consolider 1 500 micro-entreprises de jeunes diplômés et artisans.

Formation et financement

De 2013 à 2020, plus de 2,07 milliards de francs CFA ont été investis dans la formation et le financement des micro-entrepreneurs. 1,8 milliard de francs CFA a été octroyé aux agriculteurs, artisans, prestataires de services et commerçants. 3 402 personnes ont été formées sur la durée et 1 202 jeunes ont été financés. Le programme a créé 3 606 emplois.

Le développement à la base en 2021

Il ne s'est pas affaibli. 19 milliards de francs CFA ont été dépensés à cette fin. Plus de 26 200 emplois durables ont été créés pour les jeunes. La formation des entrepreneurs et l'allocation des microcrédits ont favorisé la création de 11 250 micro-entreprises. 113 infrastructures socio collectives (USP, bâtiments scolaires, marchés) ont été construites.

Les Travaux à haute intensité de main d'œuvre (Thimo) ont engendré la création de 170 000 emplois temporaires. En ce qui concerne les filets sociaux, environ 94 700 élèves ont reçu 14 207 000 repas dans 337 écoles primaires publiques. 60 500 ménages ont eu des transferts monétaires trimestriels estimés à 1,08 milliard de francs CFA.

ACCÈS À L'EAU :
plus de 600 postes d'eau autonomes à énergie solaire en ligne de mire

L'eau est une ressource vitale qui offre une gamme de services indispensables pour le développement. En matière d'accès des populations à l'eau et à l'assainissement, le Togo a réalisé un bond remarquable au cours de ces dernières années. De 25% en 2005, le taux d'accès à l'eau titille aujourd'hui la barre de 60%. L'objectif est d'atteindre prochainement le seuil de 85%. Pour y parvenir, des actions sont décuplées en milieu rural, semi-rural et urbain. Un énième projet est en gestation, il contribuera à améliorer la desserte en eau potable.

Pour les 02 prochaines années, le Togo va se doter de plus de 600 postes d'eau autonomes à énergie solaire, répartis dans les 05 régions. L'initiative tient du fait que le pays veut renforcer l'hydraulique villageoise et faire progresser l'accès à l'eau potable en milieu rural. Tout étant compris, plus d'une trentaine de préfectures bénéficieront des postes, dont 185 seront construits en 2022.

Le Passco 2 déjà en œuvre

C'est un Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes dont les travaux ont été lancés en février 2021 à Kounsogou (03 km de Dapaong). Financés à 6,5 milliards de francs CFA, ils portent sur la réalisation de 200 nouveaux forages dans chacune des 02 régions, la réhabilitation de 200 anciens forages (100 par région), la construction de 200 latrines modernes (100 par région) dans les écoles et localités rurales.

Près de 300 000 personnes bénéficieront directement des ouvrages, ce qui fera passer le taux de couverture à l'eau potable en milieu rural de 77 à 85% dans la Kara et de 67 à 72% dans les Savanes. Le taux des maladies hydriques sera également réduit dans les zones bénéficiaires.

Passco, mais pas que

A la suite du lancement du Passco 2, le Togo et la société française Vergnet Hydro ont conclu un contrat pour le déploiement de 300 pompes hydrauliques manuelles au nord du pays. L'implantation des infrastructures facilitera la vie à 120 000 habitants au total. L'initiative aidera le gouvernement à élever le taux de couverture en milieu rural.

Depuis 2019, le numérique est inclus dans la démarche gouvernementale destinée à résoudre la problématique de l'eau en milieu rural. Un dispositif de Suivi des ouvrages de forages et des indicateurs pour l'eau (Sofie) a alors été lancé. Basé sur une interface numérique mobile et une localisation GPS, il assure un approvisionnement permanent en eau potable, grâce à un suivi constant et une réparation rapide des points d'eau ou forages défectueux. L'outil a permis de réduire le délai de réparation des forages, de plusieurs mois à 72 heures maximum.

LE PAEIJ-SP,
Un success story au Togo

L'agriculture concentre plus de 70% de la population active. Soutenus par l'Etat, les acteurs concernés gèrent de mieux en mieux leurs activités génératrices de revenus. Pour la jeunesse agricole, il a été lancé depuis 06 ans le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-SP). Les bienfaits engendrés ont fait exceller le pays en termes de création des conditions d'une croissance plus inclusive.

Le Paeij-SP est une réponse à la préoccupation de l'emploi des jeunes, à travers la promotion de l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs. La fin du projet, initialement prévue pour 2020, a été rallongée à décembre 2021 pour plus d'impacts positifs. Et il y en a eus.

Accompagnements

Appui financier, logistique et technique, tout est assuré par le projet. En matière de création d'emplois, le Paeij-SP a engendré 55 125 emplois directs dont 27% pour les femmes et 746 875 emplois saisonniers dont 38% pour les femmes.

Pour le soutien financier, de 2016 à 2021, 669 jeunes ont reçu des appuis ; 1 457 sociétés coopératives (contre 1 000 prévues) et 23 PME/PMI (contre 12) aussi. Au niveau technique, 31 PME (contre 12 prévues) ont été appuyées ; 1 420 jeunes sont formés sur l'élaboration des plans d'affaires et la création d'entreprise ; 3 178 groupements agricoles ont été appuyés contre une prévision de 1 000. Globalement, 17 milliards de francs CFA ont été injectés dans le projet.

Cibles bien définies

Le projet prend en compte deux types de cible. D'abord les filières cibles comme le soja, le maïs, le manioc, les volailles, les petits ruminants. Ensuite, les groupes cibles composés de producteurs et éleveurs dont 40% de femmes ; des jeunes et femmes de 18 à 45 ans porteurs d'initiatives entrepreneuriales individuelles ; des femmes issues des villages enclavés et vulnérables, des Petites et moyennes entreprises (PME) structurantes établies.

L'initiative s'étend sur le territoire avec une forte concentration des activités dans les localités les plus pauvres comme les régions des Savanes, centrale et Plateaux. Les coups de main apportés par l'Etat aux producteurs contribuent à l'amélioration de leurs rendements ainsi qu'à l'augmentation de leurs espaces cultivables dans les filières cibles. Le Togo a donc réussi son pari. Justement, les résultats affichés par le projet ont attiré l'attention de la Banque africaine de développement (BAD) qui l'a désigné comme un « success story ».

LE TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ
Plus simple et rapide au Togo

De propices réformes sont entreprises en matière de transfert de propriété et d'inscription d'hypothèque au Togo. Elles ont permis au pays de se hisser au sommet des réformateurs dans la sous-région. Réduction du délai de délivrance des états descriptifs, numérisation des titres fonciers, renforcement du bureau chargé des inscriptions, mais pas que.

De 252 en 2018, le nombre de dossiers de transfert de propriété est passé à 1 125 en 2021, soit une hausse de plus de 300%. Quant à l'inscription d'hypothèque, 933 demandes ont été enregistrées en 2021 contre 670 en 2020, ce qui souligne une hausse de 39%.

Plus rapide !

Sur 42 072 titres fonciers émis jusqu'en 2019, 41 799 (99,3%) ont été numérisés. Ils sont disponibles dans une base de données électronique. Grâce à la plateforme « e-foncier » mise en place depuis 2020, les usagers introduisent leurs demandes de transfert de propriété et procèdent ensuite au paiement à travers les services de mobile money. Cette rapidité doit également son existence au renforcement du bureau chargé de l'inscription et de radiation des hypothèques avec un effectif plus conséquent ainsi que l'augmentation du débit d'internet.

Des délais considérablement réduits

Les réformes ont agi sur les délais de délivrance qui ont diminué. Il y a 05 ou 06 ans, le délai de traitement des mutations totales était de 30 jours. Maintenant, il est de 06 heures avec une moyenne de 03 heures. C'est ainsi que, de 200 ou 250 demandes de mutations totales en 2018, il a été fait 1 200 demandes en 2021. En termes d'états descriptifs, en moins de 02 ou 03 heures, les résultats sont donnés une fois la demande faite en ligne.

Inscription d'hypothèque

Le délai moyen de traitement des dossiers est réduit à 04 jours contre plusieurs mois auparavant. En moins de 02 ou 03 jours, les résultats de radiation ou d'inscription d'hypothèque sont donnés aux demandeurs. Outre tout ceci, il a été mis en place un mécanisme indépendant de plaintes foncières. Dès réception des plaintes, elles sont traitées dans un délai de 48 heures, soit 02 jours.

En quelques années, le Togo a réussi à s'imposer au niveau des indicateurs de transfert de propriété foncière et d'inscription d'hypothèque. Les réformes engagées facilitent au niveau des banques l'obtention des titres de créances pour des garanties et, au niveau des opérateurs économiques, un accès facile aux prêts bancaires. Ces avancées ont permis au pays d'être classé troisième dans la sous-région dans le domaine de transfert de propriété en 2021.

PLEINS PIEDS DANS LA SAISON PLUVIEUSE

Impacts sur l'entretien et la gestion des caniveaux Un travail de Sisyphe pour cause de l'incivisme grandissant

Nous sommes désormais de plein pieds dans la saison pluvieuse. Et le problème de la gestion des caniveaux construits à grands frais se pose avec acuité. L'incivisme des populations ayant gagné du terrain, l'on se permet de bourrer ces caniveaux d'ordures ménagères, des plastiques et beaucoup d'autres choses qui empêchent l'écoulement des eaux de pluies entrainant quelque fois des inondations.

Très souvent, après les pluies diluviennes, les services techniques entreprennent le curage des caniveaux à Lomé afin de faciliter le passage de l'eau de ruissèlement.
Les fortes précipitions entraînent des inondations plus ou moins importantes. Les bassins de rétention ne semblent pas suffisants pour absorber en quelques heures les importantes quantités de pluie tropicale. Mais il y a aussi le problème des caniveaux qui sont obstrués par les déchets ménagers déversés par les riverains. En cas d'averse, l'eau ne peut plus s'écouler. Le problème n'est pas nouveau. Les appels au civisme lancé par les communes de la capitale restent lettre morte. Et peu de chances que ça change.

Un travail de Sisyphe pour cause de l'incivisme grandissant

La gestion des ouvrages d'assainissement dans les milieux urbains au Togo et particulièrement dans la ville de Lomé et de ses environs est devenue un casse-tête pour les autorités. Le gouvernement et ses partenaires s'évertuent pour améliorer le cadre de vie des populations dans le cadre de plusieurs projets dont le Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE) et le Projet d'Aménagement Urbain du Togo, Phase 1 et 2. Mais les comportements ont la peau dure et les efforts sont constamment mis à rudes épreuves par l'incivisme grandissant dans les différents quartiers. Et c'est l'environnement dans la ville de Lomé qui prend un sérieux coup avec les pollutions. Le Togo connaît actuellement un vaste mouvement de développement avec la modernisation et la construction des infrastructures notamment dans la ville de Lomé et de ses environs. Les efforts des autorités sont appuyés par plusieurs projets financés par les partenaires au développement. L'un de ces projets est le PURISE. Financé à plus de 26 milliards de Fcfa, le PURISE a permis de construire une dizaine de collecteurs, de sous-collecteurs, des caniveaux et des bassins de rétention d'eau à AUBA, Agbalépédo et Klikamé. On retient également les systèmes de drainage d'eau érigés à Adakpamé et Akodesséwa-Kponou contre l'inondation. Le PURISE a également permis de réaliser 75 postes de transformations qui fournissent l'électricité à plus de 12.000 riverains. A ce projet, s'ajoute l'aménagement du 4ème lac de Lomé et les ouvrages d'assainissement des quartiers périphériques dans le cadre de la 2e Phase du Projet d'Aménagement Urbain du Togo (PAUT-II) financé par l'Union européenne. Il est attendu d'ici fin 2018 dans le cadre de ces travaux le décapage et le nettoyage d'une zone de 40 ha, la création d'un lac de 26 ha par dragage d'environ 800 000 m^3 de sable lagunaire, la construction de 8 km de grands canaux de collecte des eaux pluviales et de décharge vers l'océan, la construction de 31 km de réseaux d'assainissement dans les quartiers périphériques qui seront également raccordés aux canaux de collecte. Toutes ces réalisations donnent un nouveau visage à la capitale togolaise et ses environs. Elles ont permis d'améliorer le cadre de vie des citoyens qui « nageaient » autrefois dans l'eau pour cause d'inondations. Mais le grand défi reste la gestion de ses infrastructures dans un contexte d'incivisme grandissant dans la ville de Lomé.

L'impact de l'incivisme sur la gestion des infrastructures

Les populations de la capitale togolaise se sont longtemps illustrées négativement en ce qui concerne la gestion des infrastructures. Il a été souvent constaté que les caniveaux construits à grands frais par l'Etat pour servir d'évacuation des eaux pluviales sont mal entretenus par les populations. Les caniveaux sont devenus des dépotoirs pour les loméens. Plusieurs déversent allègrement des ordures et des eaux usées dans les caniveaux sans aucune gêne et inquiétude. Dans plusieurs quartiers, les caniveaux sont devenus des puisards. Les eaux de toilette étant drainées vers les caniveaux. Ces actes d'incivisme ont des conséquences sur l'environnement notamment des inondations. Avec des caniveaux bouchés par des déchets, les eaux pluviales n'arrivent plus circuler. Ce qui fait que plusieurs quartiers de Lomé nagent à chaque saison de pluie. De plus, plusieurs personnes se donnent le plaisir de jeter les sachets plastiques et autres dans les rues sans tenir compte des appels à la prise de conscience. Même les opérations de curage de ces caniveaux organisés régulièrement par les CDQ et autres bonnes volontés sous l'égide du gouvernement n'arrivent pas au bout du phénomène. 300 millions de francs CFA sont déboursés annuellement pour le curage des caniveaux, selon la Marie de Lomé. Mais cela se révèle souvent comme une perte d'argent. En effet, à peine ces opérations finissent que d'autres ordures sont déversées dans les caniveaux provoquant les mêmes problèmes qu'on tente de résoudre. L'environnement redevient insalubre et l'inondation est au rendez-vous presque à chaque saison. Un travail de Sisyphe en quelque sorte. Mais ne dit-on pas souvent que l'impossible n'est pas togolais ?

De la nécessité de changer de cap

Une meilleure gestion urbaine dépendra de la prise de conscience des populations de la ville de Lomé et de ses environs. Les populations de la capitale togolaise doivent reconnaître l'importance des caniveaux et ne plus les prendre pour des poubelles. Elles doivent accorder de l'importance aux infrastructures et se les approprier. Plusieurs autres comportements sont à proscrire comme le vol des bétons-couvercles qui laissent une partie de ces caniveaux à ciel ouvert. Les populations doivent changer de comportement et devenir les premiers gardiens de ces caniveaux et les bassins de rétention d'eau. De plus, il est nécessaire que chacun se donne la peine de ne plus jeter les ordures dans les coins de rues. Le jet des plas-

tiques et emballages sur la route, en pleine circulation est à cesser pour faciliter la salubrité de la capitale. Tous les ménages doivent être abonnés à la collecte des ordures, déléguée désormais par la Mairie à des agences de ramassage d'ordures. Lomé, la belle, devenue la « poubelle » pourra ainsi retrouver ses couleurs et sa beauté d'antan grâce à la modernisation des infrastructures et à la construction de nouvelles routes. Les autorités ont pris la mesure de la situation avec la création de l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (ANASAP) qui abat déjà un grand travail. Les Comités de Développement de Quartier (CDQ), les associations de jeunes et des femmes doivent continuer les sensibilisations à l'endroit de toute la population pour venir à bout des actes inciviques qui mettent en difficulté la gestion urbaine. Par-dessus tout, des sanctions doivent être prises contre toute personne surprise en fragrant délit, versant des ordures dans les caniveaux ou jetant des emballages et sachets plastiques dans la nature. Toutes mesures qui permettront d'améliorer la gestion urbaine au Togo et de minimiser l'impact de l'incivisme sur les efforts des autorités et des partenaires.

Quand des caniveaux dans certains quartiers dégagent des odeurs…

Difficile aujourd'hui de circuler aisément dans certains quartiers de Lomé, sans retenir pour quelques secondes la respiration, en raison de l'odeur nauséabonde que dégagent les caniveaux.
Construits à grands frais par l'Etat, ces caniveaux devant servir d'évacuation des eaux pluviales sont mal entretenus par les populations. Ces caniveaux sont devenus de vrais « trous à tout », car on y jette des saletés en tout genre, même des ordures.
Il suffit de faire un petit tour dans certains « coins » à Nyékonapoé, à Bè, à Kodjoviakopé etc… Le phénomène est plus frappant et plus révoltant à certains endroits clés de la ville.
« Nous avons tout fait pour que les gens ne jettent plus des saletés dans des caniveaux ici, mais ça continue », se plaint un jeune rencontré devant un trou aménagé pour vider des saletés dans des caniveaux peu avant les feux rouge, non loin du chef Aklassou à Bè.
Enfants, vieillards et jeunes y jettent tout dans être inquiétés. Le même phénomène s'observe avec les nouveaux caniveaux sur les pavés d'Amoutivé.
La situation est plus critique dans certains coins à Nyékonapoè où des eaux des toilettes sont dirigées vers ces caniveaux..
« Notre zone ici sent vraiment mauvais. Nous n'arrivons plus à bien respirer à cause de l'odeur que dégagent les caniveaux. Les gens ont fait de telle sorte que quand ils se lavent, l'eau rentre directement dans les caniveaux. C'est mauvais », a confié Essifouin, dans un quartier maqué par l'incivisme.
« C'est devenu une habitude dans ce quartier, surtout dans notre coin. Nous avons transformé les caniveaux en de puisards. Et tout sent mauvais. Nous invitons la municipalité à nous venir en aide pour qu'on puisse trouver une solution, car l'odeur nous met mal à l'aise », a renchéri un jeune étudiant.
Il faut reconnaître que sur l'ensemble du pays, notamment dans des grandes villes, les caniveaux sont mal entretenus. D'autres sont devenus de vrais dépotoirs d'ordures.
Pire encore, d'autres caniveaux sont transformés en des rivières d'urine. Il n'est pas rare de voir certains individus faire sortir leur « braguette » au beau milieu de la chaussée, vidant leur vessie dans des caniveaux.
« Je pense qu'il faut encore un travail sérieux de sensibilisation des populations sur l'importance des caniveaux qui sont devenus carrément des poubelles. Ces actes d'incivisme ont des conséquences sur l'environnement dont des inondations. Car avec des caniveaux bouchés par des déchets et autres, les eaux pluviales n'arrivent plus circuler », a expliqué Hugues Kokou Défadjin, ingénieur des travaux publics.
« Plus grave, d'autres individus n'hésitent pas à voler les bétons-couvercles, laissant une partie de ces caniveaux à ciel ouvert. Nous devons vraiment changer de comportement, car les populations sont les premiers gardiens de ces caniveaux réalisés à grands frais par l'Etat. Nous devons les entretenir », a-t-il ajouté.

A.I.

CONSTRUCTION DE 20.000 LOGEMENTS

Un habitat et un cadre de vie idéal pour tous

Avec la même envie que pour une croissance économique, le Togo s'investit pour offrir un cadre de vie décent à chaque homme et femme. Projets de construction d'habitations par ici, amélioration d'infrastructures urbaines par-là, le pays n'y va pas lentement.

L'engagement est surtout perceptible à travers la feuille de route Togo 2025. Le pays projette de construire au moins 20 000 logements répartis sur l'ensemble du territoire.

Plans d'action

Pour combler le déficit structurel d'habitation, un accord a été signé avec Shelter Afrique en 2021 afin de codévelopper 3 000 unités de logements. Un Fonds social de développement de l'habitat (FSDH) sera mis sur pied pour accompagner la dynamique. Il est aussi envisagé l'acquisition de 139 hectares de terrains pour la construction de logements sociaux adéquats.

Vivre dans de bonnes conditions

Un autre objectif est de faciliter l'accès aux services d'assainissement, améliorer les infrastructures urbaines et trouver une solution au problème d'insalubrité publique. A cet effet, le Projet d'infrastructures et de développement urbain (Pidu) a été mis en place en 2018.
Il a réhabilité et amélioré les infrastructures à Lomé, Kara et Dapaong. Près de 03 millions de personnes étaient ciblées comme bénéficiaires directs et indirects. Le projet a favorisé la réalisation de 5,6 km de routes dans le cadre des travaux prioritaires de Lomé et Kara. Près de 6 000 mètres linéaires de caniveaux ont été réalisés à Kara et 3 000 mètres linéaires à Lomé.
Les services d'assainissement ont été améliorés pour 13 425 personnes dont 9 849 femmes. 77 631 emplois temporaires ont été créés dont 13 155 pour les femmes. Le projet représente un investissement de 16 milliards de francs CFA, réuni par la Banque mondiale et l'Etat togolais.

Assainissement

Actuellement, l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (Anasap) est l'atout maitre du Togo en la matière. Sa récente initiative est le concours « ménage de la semaine ». Débuté en juillet 2021, il crée un engouement autour des questions de salubrité et d'hygiène.
L'initiative récompense les ménages qui se distinguent selon des critères : être abonné à une structure de pré-collecte, avoir une poubelle, entretenir les caniveaux et canaux d'évacuation, mettre au propre la devanture de sa maison... En février 2022, le concours était à sa 9ème et 10ème remise officielle. Au cours de la première cérémonie de récompense, 24 ménages ont été primés.

T.B.

ANNONCE

Togocom
TOGOCEL | TOGO TELECOM
Filiales du Groupe Togocom

INFORMATION À LA CLIENTÈLE

Dans le cadre de l'évolution technologique de ses services d'Internet, TOGO TELECOM informe son aimable clientèle **qu'à partir du 15/04/2022, le service Internet via les technologies WIMAX ne sera plus disponible.**

Afin de permettre aux clients concernés de continuer de bénéficier de la connexion Internet Haut Débit, TOGO TELECOM met à leur disposition ses **services fibres** et la **Rapid Box 5G** plus avantageuses comme **offres de remplacement,** selon la zone géographique de résidence.

Pour en savoir plus, **contactez le Service Clientèle au 888/119** (disponible 7 jours sur 7 de 7h à 21h).

L'Équipe TOGOCOM.

N.B : Les clients concernés sont informés de leur droit de dénoncer le contrat en cours sans pénalité, dans les 15 jours à compter de la réception de la présente information.

TOGO TELECOM rappelle à la clientèle concernée que l'utilisation ou l'exploitation des offres, produits et services de TOGO TELECOM confirme sa prise de connaissance et son acceptation des Conditions Générales en vigueur au moment de l'utilisation/l'adhésion.

Place de la Réconciliation – (Quartier Atchanté)
Boite postale : 333 – Lomé – Togo

Avancer. Pour vous. Pour Tous.

Téléphone : +228 22 53 44 01
E-mail : spdgtgt@togotelecom.tg
Site web : togocom.tg

TOGO : EFFET D'ÉVICTION DE LA CONSOMMATION DE TABAC SUR LES DÉPENSES DE MÉNAGE

Le CADERT préconise l'augmentation de la taxation du tabac et ses produits dérivés

En dehors des nombreuses maladies causées par la consommation du tabac et ses dérivées, elle a également des conséquences graves sur le bien-être des ménages. Les ressources financières qui devraient être consacrées aux besoins essentiels tels que : l'alimentation, l'éducation, la santé, le logement et autres dans certains ménages sont plutôt « allouées » à la consommation du tabac. Ce phénomène qui est grandissant dans les pays en voie de développement dont le Togo, a fait objet d'une étude. Les résultats de cette enquête réalisée par Le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT), ont été dévoilés au cours d'un atelier de dissémination tenue ce mardi 19 avril 2022 à Lomé.

Photo de famille des participants à l'atelier de dissémination

Mille cinq cent quatre-vingt-deux (1582) francs CFA sont dépensés en moyenne par un ménage togolais pour la consommation du tabac. C'est en substance ce que révèle l'étude menée par Le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT) dans six mille (6000) ménages essentiellement ruraux. Les résultats de cette enquête partagés ce mardi avec les différents acteurs étatiques et non-étatiques de lutte contre le tabagisme, indiquent la consommation de tabac par les ménages togolais est fortement tributaire des influences qui naissent des interactions sociales et que l'achat des produits de tabac par les ménages ruraux à revenu faible et intermédiaire contribue à évincer leurs dépenses de logement, d'éducation, d'hygiène, d'accès à l'énergie de cuisson et de divertissement. Pour le CARDERT, il y a donc nécessité d'entreprendre des actions pour changer les donnes la et décourager les consommateurs

Parmi les actions recommandées par l'étude du CADERDT, se trouve l'augmentation de la taxation de tabac et ses produits dérivées. Selon cette organisation de la société civile, si les consommateurs ont un accès facile au tabac et à vil prix, c'est justement parce que les commerçants ont en amont une certaine facilité de faire rentrer dans le pays, ces produits nocifs à la santé et au bien-être des populations. « Il est vraiment de bon ton que la sonnette d'alarme soit tirée, de sorte que les messages pour ralentir durablement la consommation du tabac soit porté vraiment très haut. Non seulement que des messages de sensibilisation soient portés haut, mais également que des actions concrètes soient prises par les uns et les autres notamment les pouvoirs publics pour endiguer le phénomène du tabagisme et sur ces actions nous pensons que aujourd'hui, la question de la taxation doit revenir sur la table pour pouvoir décourager cette facilité que les individus ont à pouvoir se procurer des produits liés au tabac. » A déclaré Richard Abalo-K. PADAKALE, Expert et suivi évaluation au Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo, avant d'ajouter: « Nous voulons que toute la société pusse s'approprier ces résultats. Que la société civile, les ONG et les associations qui interviennent dans les addictions pussent s'approprier ces résultats, sans oublier les pouvoir publics et qu'ils pussent définir des actions qui vont dans leurs spécialités. »

Mis à part la taxation, l'étude du CADERDT fait d'autres recommandations à savoir : l'orientation des efforts de lutte antitabac vers les ménages à revenu faible et intermédiaire des milieux ruraux à travers notamment l'accentuation des compagnes de sensibilisation qui détectent et ciblent les réseaux de pairs influenceurs des membres de ces ménages et le renforcement de la lutte contre le commerce illicite des produits de tabac à travers l'amélioration du contrôle de leur marquage sécurisé obligatoire.

Rappelons que cette étude a été réalisée par le CADERDT avec l'appui technique et financier de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) sur la base les résultats de l'enquête nationale par grappe à indicateurs multiples (MICS 2017).

FRONTIÈRES : Le Togo et le Ghana proches d'une solution à Aflao

Il est prévu la réinstallation des bornes sur les frontières entre le Togo et le Ghana d'ici la fin du mois de mai 2022. Annonce faite par la partie ghanéenne par l'entremise du Général Emmanuel Kotia, le Coordonnateur national de la Commission des frontières du Ghana. Objectif visé, prévenir tout conflit foncier entre les deux pays.

Le général Emmanuel Kotia vient de boucler dans cette perspective une tournée au niveau des bornes frontaliers entre les deux pays.

L'initiative est financée par le Programme frontière de l'Union Africaine (UA). Elle vise à éviter tout conflit foncier majeur à l'avenir.

« La priorité de la Commission est de veiller à ce que toutes les terres ghanéennes soient protégées », a indiqué le Général Emmanuel Kotia.

Le Togo et le Ghana se disputent Aflao et Pogulo

Le projet concerne les bornes et points litigieux. Le délai imparti au comité technique conjoint mise sur pied pour se pencher sur la question arrive à échéance en mai.

Le différend frontalier entre le Togo et le Ghana se concentre sur des piliers d'Aflao et de Pogulo. Ces piliers ont été enlevés pour des causes naturelles ou des activités humaines.

Le Coordinateur national de la Commission des frontières du Ghana indique que les Services d'immigration du pays renforceront le contrôle sur les parties qui reviendront au Ghana, une fois que les deux pays se seront mis d'accord sur la réinstallation des bornes.

Notons que les deux pays ont entamé les négociations depuis 2017 pour le règlement de leur différend frontalier.

Courtes contre la montre

454 nouvelles recrues ….

La gendarmerie nationale vient d'enregistrer dans son effectif, 454 nouveaux personnels dont 45 filles. La nouvelle vague, issue des classes 2018 et 2019, a prêté serment le mardi 12 avril 2022, au Palais des Congrès de Lomé, lors d'une cérémonie.

Depuis le mardi 12 avril dernier, ces 454 nouvelles recrues ont officiellement rejoint le corps de la gendarmerie nationale au Togo. Mais avant leur intégration, les nouveaux gendarmes ont passé chacun les traditionnelles étapes : formation toutes armes au Centre national d'instruction (CNI) de Kara, à plus de 400 Km de Lomé, passage à l'école nationale de gendarmerie, et le « parcours Kpewa ». Lors de leur prestation de serment, tous ont juré « obéissance et respect à la hiérarchie », et « de ne faire usage de la force que pour le maintien de l'ordre et pour l'exécution de la Loi, et ce, par délicatesse ». Par ailleurs, ces nouveaux agents prennent fonction dans un contexte sécuritaire de plus en plus caractérisé par la menace terroriste et les trafics de tout genre.

Faut-il le rappeler, la gendarmerie nationale fait partie intégrante des Forces Armées Togolaises (FAT). Elle a pour mission de veiller à la sûreté et à la sécurité publique, assurer le maintien de l'ordre, l'exécution des lois, et de participer à la défense de la nation. Par ailleurs, elle exécute spécialement des missions de police administrative, judiciaire et militaire. Elle est dirigée depuis septembre 2021 par le Colonel Kodjo Amana.

Des présumés fabricants de faux billets

Douze présumés fabricants de faux billets de banque ont été arrêtés à Lomé et à Kara (environ 420 km au nord de Lomé) par la gendarmerie, en possession des coupures de billets (CFA et dollars US) estimés à 100 millions de F.CFA. La gendarmerie a d'abord mis la main sur cinq personnes à Kara, suite à des informations reçues faisant état de la présence d'un réseau de production de faux billets dans la région.

« Au moment de leur interpellation, ces cinq individus avaient en leur possession des coupures de faux billets de 10.000 F.CFA et de 100 dollars US, équivalant à une somme de 100 millions de F.CFA », a expliqué un responsable de la gendarmerie. La poursuite des investigations a permis les jours suivants aux éléments de la gendarmerie, d'interpeller sept autres personnes à Lomé.

« Il s'agit des individus qui, à la poursuite de gain facile, se mettent en bandes organisées, dans le but de produire et de mettre en circulation de faux billets de banque. Ainsi, certains se chargent du financement du projet, tandis que d'autres apportent les matériaux ou en encore l'expertise nécessaire », a souligné le responsable de la gendarmerie.Les 12 personnes interpellées toujours gardées à vue, seront présentées au procureur de la République.

Vivre heureux ici

Le Togo est traditionnellement un pays d'accueil pour les réfugiés dont nombreux s'y installent définitivement. Le Haut-commissariat des nations aux réfugiés(HCR) souhaite que le Togo intègre dans son corpus législatif la Convention de Kampala sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique. Ce texte avait été adopté il y a 13 ans lors d'un sommet de l'Union africaine.

'Cette réforme contribuera à l'amélioration du sort des personne déplacées. Notre souhait est le lancement du processus de domestication et de mise en œuvre de la convention au Togo', a indiqué Monique Atayi-Kuassi, la cheffe du bureau du HCR à Lomé.

Cette Convention novatrice oblige les gouvernements africains à protéger les droits des personnes forcées de fuir leurs maisons en raison de conflits armés, de violence, de violations des droits humains et de catastrophes naturelles.

Parce qu'elle définit les responsabilités des Etats, le texte est un jalon important pour la protection de près de douze millions de personnes déplacées internes à travers le continent. Cependant, la mise en oeuvre de la Convention est lente. Les personnes déplacées en Afrique sont trop souvent victimes d'abus et de discrimination.

Le Togo est un pays d'accueil traditionnel des réfugiés. Des milliers sont installés dans le pays et sédentarisés. Ils bénéficient des même droits que les nationaux en matière de santé, d'éducation et d'emploi. Il sont si bien installés dans le pays que la plupart souhaitent y rester.

LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC

Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL
Bertine ADJAHO | +228 90 36 97 10

INFOGRAPHIE
LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE
Rad Graphic Sarl U
2 000 exemplaires

NUISANCES SONORES

Trois lieux de culte suspendus

Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires, a fait procéder à la suspension de trois lieux de culte dont les nuisances sont confirmées. Ceci, dans le souci de restaurer la tranquillité et la quiétude des populations riveraines.

Dans le cadre de ses missions de suivi et de régulation des lieux de cultes, la direction des Cultes a été saisie au cours de cette année 2022, de plusieurs plaintes contre certaines organisations religieuses pour nuisances sonores.

Pour confirmer ou infirmer ces nuisances alléguées, elle a effectué des visites inopinées dans ces lieux de culte. A cet effet, après constations, ces nuisances sont confirmées dans trois lieux de culte.

Il s'agit de l'église de Dieu en Christ sise à Agoè-Assiyéyé, non loin de l'établissement HIERIS ; de l'église chrétienne des rachetés de Dieu sise à Ségbé-Klémé ; et de l'église chapelle des conquérants de Dieu sise à Agoè-Sogbossito.

« Malgré les conciliations entreprises par la direction des cultes pour amener les riverains et les responsables des lieux de culte mis en cause à un meilleur vivre ensemble, ces nuisances persistent selon les riverains. Dans le souci de restaurer la tranquillité et la quiétude des populations riveraines, le Ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires a fait procéder à la suspension de ces trois lieux de culte », précise une note de la direction des Cultes.

Des sonomètres dans le Golfe 5

Dans la Commune Golfe5, les nuisances sonores qui empêchent les habitants de dormir paisiblement et tranquillement les nuits ou se reposer les journées ne seront bientôt que de mauvais souvenirs du passé. Le Maire Kossi Agbényegan Aboka vient de doter cette commune de sonomètres, histoire de quantifier les bruits et les nuisances sonores.

Plusieurs habitants de la Commune Golfe 5 d'Aflao-Gakli se sont plaints à maintes reprises auprès des autorités des bruits et autres nuisances sonores de voisinage, des bars, restaurants, des confessions religieuses. Face à ces récurrentes plaintes de voisinage pour nuisance sonore, la Mairie d'Aflao-Gakli s'est dotée des « sonomètres, des appareils qui servent à quantifier les bruits ainsi que les nuisances sonores », a informé Kossi Agbenyegan Aboka, à travers un communiqué en date du jeudi 7 avril 2022.

Ces appareils seront mis à la disposition des équipes de la Commune qui vont sillonner les quartiers pour « mesurer les décibels », « repérer les cas de nuisances sonores » et « amender les auteurs conformément aux délibérations en vigueur, prises par le Conseil municipal ».

A l'occasion, dans le communiqué, M. Aboka a tenu à rappeler aux tenanciers des bars et restaurants, aux responsables des différentes confessions religieuses et à toute la population de la Commune Golfe5, le principe selon lequel, « la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres ».

Par ailleurs, il a appelé la population de sa juridiction territoriale à la « culture des valeurs civiques et citoyennes » et « au respect de la réglementation relative à la tranquillité publique ».

Il en appelle encore une fois les populations de la Commune du Golfe 5 à la culture des valeurs civiques et citoyennes et au respect de la réglementation relative à la tranquillité publique.

Malam B.

AFFAIRE DE CAISSES VIDES DU GOLFE 5 :

La réponse et les reproches insidieux du SG de la préfecture du Golfe à Kossi Aboka

Un audit indispensable pour situer les responsabilités

Il s'est plaint, mercredi passé, à la première session ordinaire de l'année, que les caisses de sa commune sont vides. Lui, c'est Kossi Aboka, le maire du Golfe 5. Le Secrétaire Général de la Préfecture du Golfe, Bernard Lébénè Djagbavi, présent à cette rencontre, lui a tacitement répondu.

Je peux vous dire qu'à l'heure où je prends la parole ici, nous n'avons rien. Les caisses sont vides parce que la Covid-19 a mis à genoux toute notre économie et les communes également en souffrent aujourd'hui. Même le carburant pour nos véhicules, on n'en a pas (…) Les signaux sont au rouge, notre cagnotte est creuse, j'allais dire presque vide », se lamentait Kossi Aboka. La situation serait telle qu'il a *« demandé au trésorier de ne plus payer les indemnités au maire, ses adjoints et aux présidents des différentes commissions »*, histoire de faire une petite économie et renflouer un tant soit peu les caisses. Une décision qui, nous revient-il, ne fait pas fait sourire au sein de cette mairie.

Ces propos du maire du Golfe 5 ont le tour des réseaux sociaux et lui ont valu quelques quolibets et railleries, ses capacités managériales remises en cause, pour quelqu'un qui a géré de longues années durant les délégations spéciales de la préfecture du Golfe et celles du Golfe et d'Agoènyivé réunies…

« Monsieur le maire, je voudrais vous inviter, pour l'occasion, à mettre en place une commission ad hoc et très rapidement, afin de penser les stratégies nécessaires à adopter pour cette année face aux deux années de Covid-19 qui nous ont envahis financièrement et physiquement, semant la terreur et la désolation dans nos familles. Cette commission ad hoc doit réfléchir sur ces aspects et trouver des stratégies de mobilisation de ressources», a convié le Secrétaire Général de la préfecture du Golfe, Bernard Djagbavi Lébénè, dans son intervention.

« Vous devez aussi, de temps à temps, vous revoir entre vous pour que vous puissiez écouter vos chefs division sur le travail qui a été effectué en deux mois ou à chaque fin afin de voir les problèmes qu'ils ont rencontrés et leur dire ce que vous pouvez faire pour les accompagner, sans oublier de suivre le personnel qu'ils ont également afin de pouvoir motiver les laborieux et inciter les autres à suivre leur pas », a poursuivi le représentant du préfet du Golfe à cette rencontre.

« Si on a des agents qui (…) n'ont pas de poste ou sont sans responsabilité mais perçoivent leurs salaires à la fin du mois, ce n'est pas possible. Il faut que tout le monde soit occupé ; s'ils ne sont pas occupés, envoyez-les au recouvrement », a-t-il justifié.

D'aucuns voient à travers ces mots, des reproches insidieuses du SG de la préfecture du Golfe au maire de la commune du Golfe 5. Ses détracteurs surtout voient, à tort ou à raison, une reprise de volée et une leçon de morale. A chacun d'apprécier.

Après l'achat des sonomètres…

Cette annonce qui a choqué l'opinion intervient quelques jours après qu'il a informé de l'achat de sonomètres pour lutter contre les nuisances sonores.

Si les conséquences de la crise sanitaire ont été évoquées par le conseil municipal pour expliquer ce chaos, des interrogations demeurent sur comment la commune en est arrivée là.

Mais pour remonter la pente, le maire a défini quelques pistes de solution : *« Il nous faudra remuer les méninges pour huiler davantage le service de recouvrement, sensibiliser davantage nos concitoyens sur le civisme fiscal et trouver par la même occasion, d'autres créneaux de mobilisation des recettes municipales en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail du personnel de la mairie et répondre un tant soit peu aux nombreuses sollicitations de nos frères, sœurs et parents qui ont porté leur choix sur nous ».*

Parviendra-t-il à renflouer de nouveau les caisses? Comment fera-t-il pour payer les indemnités des conseillers municipales?

Dans tous les cas, à y voir de près, il y a un véritable problème de gestion dans la maison Golfe 5 et les autorités compétentes devraient y veiller et envoyer une mission d'audit dans cette commune pour qu'en cas de malversation les responsables répondent de leurs actes.

M. Bïmôké

LE FESMA OU LA MARMITE OFFICIELLEMENT LANCÉ

Plus d'une centaine d'exposants et près de 100.000 visiteurs attendus

C'est à travers une Conférence de Presse le Comité d'organisation du Festival la marmite a lancé les festivités de l'évènement qui vont se dérouler du 09 au 15 Mai 2022. C'était hier le 19 Avril 2022 à Eco Village sis Davié et sous le thème : « Cuisine, les enjeux du consommer local et les nouveaux modes d'alimentation ».

Dans une déclaration liminaire lit devant la presse, les organisateurs ont relevé que notre pays, à l'instar de plusieurs autres, parie sur le tourisme comme l'un des leviers pour l'accroissement de ses richesses. Dans son Plan national de Développement, le Togo ambitionne d'augmenter de 50% sa contribution au PIB en 5 ans et d'attirer sur la période 50% de visiteurs de plus.

Dans sa stratégie globale de diversification, d'accroissement et de valorisation de l'offre touristique pour atteindre ses objectifs, figure en bonne place le tourisme culturel.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le Festival La Marmite, fruit d'une réflexion de plusieurs années, initiée par l'Agence de communication FO-

CUS YAKOU et que e porte avec elle, l'association de chefs et restaurateurs Africa Gastronomie Togo ainsi que plusieurs acteurs du secteur agroalimentaire, culinaire et gastronomique.

Pour cette première édition, le thème retenu est : « Cuisine africaine les enjeux du consommer local et les nouveaux modes d'alimentation ». Cet évenement inédit, dans sa conception et de par les activités par lesquelles il se décline, s'est donné pour nom La Marmite, référence à l'ustensile utilisé de manière séculaire pour préparer les repas dans sous-région.

Il a pour objectif de réunir le temps

Suite à la page 7

PERTURBATION DANS LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT DES INTRANTS

Comment les agriculteurs font face à la pénurie d'engrais ?

«Les prix exorbitants des engrais poussent les agriculteurs du monde entier à réduire leur utilisation et à réduire les surfaces cultivées», révèle Reuters après avoir questionné 34 acteurs agricoles sur les six continents.

Précisons d'emblée que les sanctions contre la Russie, un important exportateur de potasse, d'ammoniac, d'urée et d'autres nutriments du sol, ont perturbé la chaîne d'approvisionnement mondial de ces intrants clés.

Les engrais sont essentiels pour maintenir les rendements élevés du maïs, du soja, du riz et du blé. Face aux coûts onéreux et à la disponibilité des engrais, les producteurs se bousculent pour s'adapter à la situation.

Au Brésil, certains agriculteurs ont commencé à appliquer moins d'engrais à leur maïs, et certains législateurs fédéraux font pression pour l'accès des terres indigènes protégées pour l'extraction de la potasse.

Au Zimbabwe et au Kenya, les petits agriculteurs reviennent tout simplement à l'utilisation du fumier pour alimenter leurs cultures.

Aux Etats-Unis, pendant que certains producteurs envisagent de passer à des cultures qui nécessitent moins de nutriments, d'autres envisagent d'emblaver moins de superficie.

La plupart soutiennent qu'ils utiliseront simplement moins d'engrais, une stratégie qui, selon les experts en cultures, nuira aux rendements. Au Pérou, le pays a déclaré l'état d'urgence dans son secteur agricole par crainte d'insécurité alimentaire.

Le décret indique que les superficies ensemencées du pays ont chuté de 0,2 % depuis août dernier en raison de la hausse des prix des engrais. Le gouvernement du Pérou est en train d'élaborer un plan pour augmenter l'approvisionnement alimentaire du pays.

Globalement pense Tony Will, directeur général de CF Industries Holdings, basé dans l'Illinois, l'un des principaux producteurs d'engrais azotés, la production agricole est la plus menacée dans les pays en développement car les agriculteurs disposent de moins de ressources financières pour affronter la tempête.

«Ma préoccupation pour le moment est en fait celle d'une crise alimentaire à l'échelle mondiale», confie M. Will à Reuters.

En 2021, la Russie et la Biélorussie ont représenté plus de 40% des exportations mondiales de potasse, l'un des trois nutriments essentiels utilisés pour augmenter les rendements des cultures.

Selon les données de Rabobank, la Russie représentait environ 22 % des exportations mondiales d'ammoniac, 14 % des exportations mondiales d'urée et environ 14 % du phosphate monoammonique (MAP) - tous les principaux types d'engrais.

La Russie et l'Ukraine, deux pays actuellement en conflit, sont d'importants producteurs de céréales. Ensemble, ils représentent environ 30 % des exportations mondiales de blé et 20 % des exportations de maïs. Les expéditions de céréales via la mer Noire ont déjà été perturbées.

Le blocage des livraisons en provenance de ces deux pays a contribué à stimuler l'inflation alimentaire mondiale galopante.

Les sanctions occidentales ont perturbé les ventes d'engrais et de cultures en provenance de Russie d'où la situation chaotique de l'heure où des milliers d'agriculteurs à travers le monde ne savent plus à quel saint se vouer. Une paix des braves s'impose!

AGD/STANDARDMEDIA (sujet original en Anglais).

QUALITÉ, PROXIMITÉ ET ACCESSIBILITÉ DES SOINS

Le Togo tourné vers les défis sanitaires en 2022

1 779,1 milliards de francs CFA, c'est la valeur du budget de l'Etat togolais, exercice 2022, voté par l'Assemblée nationale. Il est en hausse de 4,5%, comparé à celui de l'année précédente. Et pour cause, les chantiers de développement social et économique sont immenses et les besoins essentiels des populations sont grands. Dans cette somme, plus de 91 milliards de francs, soit 10,4% du montant alloué aux ministères, seront consacrés au secteur de la santé avec d'importantes réalisations prévues.

Prioritairement, le pays poursuivra les efforts d'endiguement de la pandémie de la covid-19 à travers la construction, la réhabilitation et l'équipement des centres de santé. Les dirigeants n'arrêteront pas de sitôt la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire (PNDS).

Cela inclut la couverture santé universelle, l'accès facile des citoyens aux structures sanitaires, le renforcement de la gouvernance par l'approche contractuelle, la mise en place d'un plan de réponse face aux urgences sanitaires, l'amélioration de la qualité des soins et services, etc.

Des soins à coûts réduits

Par-dessus tout, cette somme permettra d'offrir aux habitants une protection sociale convenable grâce aux projets de Services de santé essentiels de qualité pour la couverture sanitaire universelle (SSEQCU), d'assurance maladie offerte par l'Inam, School Assur, «Wezou» qui est un programme national d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né.

Une priorité absolue sera accordée à la riposte anti-épidémies ; la disponibilité des médicaments et des produits sanguins labiles sécurisés ; la lutte contre les maladies tropicales ; la prise en charge gratuite des femmes enceintes et des nouveau-nés ; la réduction des coûts liés aux soins pour aider les couches vulnérables, le renforcement du dépistage et du traitement des maladies non transmissibles ; le recrutement et la formation du personnel soignant.

Qualité, proximité et accessibilité des soins

Conformément à l'audacieuse feuille de route gouvernementale, ce sont là des facteurs qui guideront les pas du chef de l'Etat Faure Gnassingbé tout au long de l'année qui vient de débuter. On se souvient encore de sa promesse durant la campagne électorale de 2020 : « Les mesures que nous prendrons viseront à assurer à la population un meilleur accès aux services de santé. La qualité, la proximité et l'accessibilité des services de santé constitueront les objectifs fondamentaux et la ligne directrice des actions qui seront menées ».

PROTECTION CIVILE :

2 700 foyers secourus en 2021 au Togo

Par moments, le Togo fait face à des situations extrêmes, souvent causées par le changement climatique, lui-même provoqué par l'activité humaine : déboisement, destruction de la faune et la flore, pollution, habitations dans des zones géographiquement inondables, bouchage des caniveaux, etc. Pour apporter assistance de façon urgente aux populations victimes des catastrophes (incendies, inondations, tempêtes, conflits communautaires…), le Togo a adopté une politique de la protection civile qui a conduit à la mise en place de l'Agence nationale de protection civile (ANPC) en 2017.

Le plan d'interventions et les différents moyens d'action de l'ANPC pour réduire l'importance des dégâts matériels et environnementaux, prévenir le danger, secourir les citoyens en cas de survenance de catastrophes, sont jusqu'ici pragmatiques.

L'ANPC en avant-poste de la lutte contre les catastrophes

En 2021, plus de 2 700 ménages ont été assistés, 33 établissements scolaires ont été soutenus et 10 000 foyers ont bénéficié d'une intervention d'urgence du Programme alimentaire mondial (Pam). Tout au long de l'année, les responsables de l'agence ont vulgarisé le guide national de gestion de catastrophes, sensibilisé les populations et mis à leur disposition des équipements de secours et d'alerte. D'un autre côté, l'ANPC a lutté, en faisant tout ce qui est possible, contre le phénomène des feux de brousse. Elle a par ailleurs géré idéalement les périodes de transhumance.

Du réconfort aux sinistrés

Depuis 2018, plus de 51 000 sinistrés ont été pris en charge au Togo grâce à la campagne d'assistance aux personnes vulnérables et victimes des catastrophes naturelles, une initiative gouvernementale inscrite dans le cadre du Programme d'appui au populations vulnérables (PAPV). En 2020, environ 2 500 ménages sinistrés (13 747 personnes) ont été assistés par des vivres et des équipements.

D'un autre côté, le Centre permanent pour les sinistrés des catastrophes naturelles (CPSCNA) d'Agoè-Logopé est aussi disponible depuis 2011 pour accueillir au moins 1 000 personnes. Le Togo fait partie des rares pays de la sous-région qui disposent d'un cadre pareil pour faire face aux conséquences quelquefois tragiques des catastrophes naturelles et le délogement des populations. Toutes ces actions lui ont valu en 2021 une distinction honorifique en matière de protection civile sur le continent.

Suite de la page 6

d'une semaine, public, professionnels et amateurs autour de la valorisation du patrimoine gastronomique togolais et africain. Il s'agit d'informer, de rassembler, de fédérer autour des saveurs locales, en faisant la promotion des produits du terroir, expression de valeurs traditionnelles. Le FESMA veut en outre militer pour une alimentation saine et équilibrée, appeler à une prise en compte de l'environnement dans la culture et les nouveaux modes d'alimentation.

Le FESMA servira de cadre à un partage d'expérience, ainsi que d'opportunité pour mener la réflexion autour d'un label qualité de la cuisine africaine de même que pour faire le lien entre santé et alimentation. L'évènement s'inscrit par ailleurs dans une démarche de sensibilisation et d'accompagnement des producteurs, des transformateurs ainsi que de tous les acteurs pour que la ferme à l'assiette, la chaine agroalimentaire soit respectueuse des exigences du développement durable. Ce sera en outre l'occasion d'un encouragement à l'entreprenariat dans le secteur de la restauration et des métiers de bouche.

Le FESMA a pour ambition affichée d'être un évènement culturel fédérateur et inclusif de référence au Togo, inscrit à l'agenda international de façon périodique, à l'instar des festivals de la mode, du cinéma ou encore de la musique auxquels sont associés les noms de certaines capitales africaines.

Le FESMA attend une centaine d'exposants (chefs, cuisiniers, restaurateurs, hôteliers, producteurs, transformateurs, industriels, distributeurs,) plus de 50 institutions (ministres, administrations, partenaires techniques et financiers, investisseurs) et près de 100 000 visiteurs.

Le programme se veut alléchant : colloque scientifique international, rencontres B to B et Networking, master class, ateliers, Formation, sensibilisation, dégustation de produits et mets de nos régions, Foire culinaire et exposition, soirée de gala VIP et de découverte.

Sylvie

Avancer
vers demain
1er opérateur 5G
d'Afrique de l'Ouest
5G
Avancer. Pour vous. Pour tous.
Togocom